



Conseil économique et social

Distr. générale
9 décembre 2013
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-huitième session

10-21 mars 2014

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la session extraordinaire
de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes
en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement
et paix pour le XXI^e siècle » : réalisation des objectifs
stratégiques, mesures à prendre dans les domaines
critiques et nouvelles mesures et initiatives

Déclaration présentée par la Legião da Boa Vontade (Légion de la bonne volonté), organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution [1996/31](#) du Conseil économique et social.



Déclaration

Dans la présente déclaration, la Légion de la bonne volonté, organisation non gouvernementale brésilienne, présente ses recommandations et meilleures pratiques à la Commission de la condition de la femme.

La Légion prend fait et cause pour l'éducation et la rééducation comme stratégie très efficace pour prévenir et combattre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles. Les exemples de réussite partagés ici ont pour but de contribuer au plan d'action qui sera adopté pour l'après-2015, un sujet qui sera débattu à la cinquante-huitième session de la Commission.

La Légion de la bonne volonté a été fondée à Rio de Janeiro le 1^{er} janvier 1950 par le journaliste, homme de radio et militant social Alziro Zarur (1914-1979), auquel a succédé le journaliste, homme de radio et écrivain José de Paiva Netto, qui fait actuellement office de président de l'organisation. La Légion maintient 87 centres de services sociaux et éducatifs dans l'ensemble du Brésil et dans six autres pays (Argentine, Bolivie (État plurinational de), Paraguay, Portugal, États-Unis d'Amérique et Uruguay). En 2013, l'organisation a offert plus de 10 millions de services et d'avantages à des personnes en situation de vulnérabilité ou socialement à risque, dont 56 % sont destinés spécifiquement aux femmes. Outre ses écoles, centres communautaires d'assistance sociale et foyers pour personnes âgées, la Légion possède un vaste réseau de communication sociale (radio, télévision, Internet et publications) qui se consacre à la promotion de l'éducation, de la culture et de la citoyenneté.

Violence à l'égard des femmes

Le premier défi à l'échelon mondial consiste à réduire le nombre de femmes qui meurent par suite de violence, un phénomène appelé le féminicide. La loi Maria da Penha a permis de faire des progrès considérables du point de vue de la protection juridique des femmes au Brésil. Outre le renforcement des mécanismes d'application de la loi, la recherche de stratégies complémentaires est actuellement à l'étude. Dans ce contexte, la Légion souligne les faibles niveaux d'éducation des nombreuses victimes et, surtout, « l'acceptation culturelle » de la violence à l'égard des femmes. Le féminicide est l'aspect le plus cruel d'un problème qui est effrayant en soi, car il transforme silencieusement les femmes et les enfants en victimes.

Dans un article sur la violence patrimoniale, José de Paiva Netto nous a mis en garde contre cette forme de violence infligée aux femmes qui désirent travailler et en sont empêchées par leurs partenaires qui peuvent aller aussi loin que détruire leurs documents personnels, leurs instruments de travail et les biens du couple, voire même expulser du foyer leurs épouses et leurs enfants comme un moyen de réprimer le désir de celles-ci de travailler. Les tribunaux brésiliens sont surchargés d'affaires de ce genre. Compte tenu de cette situation, l'auteur conclut que l'aide aux victimes de violence, sous ses diverses formes, doit devenir une réalité. Il est du devoir de tous et des autorités constituées d'agir en ce sens. Et cette aide doit être donnée avant que se manifeste la violence. Pour notre organisation, « aller au-devant » signifie sensibiliser le public au problème par l'éducation et dans les affaires publiques afin de produire la transformation culturelle nécessaire dans les relations entre les sexes.

La féminisation de la pauvreté

Le scénario mondial est source de vives préoccupations. Les crises économiques, environnementales et alimentaires, en plus de l'augmentation des inégalités sociales dans la plupart des pays, se renforcent mutuellement et mettent en péril les progrès importants, bien qu'encore limités, qui ont déjà été réalisés en matière d'égalité des sexes. La pauvreté, le chômage et le manque d'accès adéquat à l'assainissement, à l'éducation, à la santé et à l'alimentation touchent les femmes en premier et de façon plus intense.

En conséquence, d'autres indicateurs sociaux se détériorent, car les femmes sont généralement celles qui sont chargées de s'occuper des enfants, des personnes âgées, des malades ou des handicapés. Dans une déclaration écrite en vue de la quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme, le Président de notre organisation a souligné le rôle fondamental des femmes, affirmant que les sociétés qui les oppriment se font du tort à elles-mêmes. Une femme avisée renforce les liens familiaux et crée une grande communauté, morale, respectée et unie.

Ce qui distingue l'expérience de la Légion de celles d'autres organisations réside dans sa vision globale et complète des êtres humains et leur esprit éternel. C'est pourquoi nous élaborons diverses stratégies pour surmonter la violence et les inégalités autour d'un point central particulier, à savoir l'éducation permanente.

Des programmes d'assistance sociale axés sur les besoins particuliers des enfants de quatre mois jusqu'à l'adolescence ont été mis en place dans nos écoles. L'organisation produit également un contenu pour des campagnes publiques d'affirmation de la valeur de la vie qui sont diffusées par divers moyens de communication de masse.

Les pays en développement, notamment ceux d'Amérique latine, sont confrontés à de nombreux défis touchant l'universalisation de l'éducation de la petite enfance et l'élargissement des sorties éducatives aux enfants et aux adolescents. Cette situation précaire empêche bon nombre de mères de travailler dans le secteur formel. Il s'ensuit que le revenu familial est drastiquement réduit et les femmes perdent leur autonomie vis-à-vis de leurs partenaires ou des membres de leur famille.

Dans ce contexte, notre programme intitulé « Enfant : le futur au présent » offre des ateliers socio-éducatifs à 10 000 enfants et préadolescents en dehors des heures de classe et garantit un soutien social aux familles. Des thèmes comme la citoyenneté, l'égalité des sexes et la jeunesse sont abordés avec les enfants, les parents et les tuteurs. Les professionnels de la Légion de la bonne volonté sont également qualifiés pour identifier et trouver des solutions aux cas de violence familiale et de sévices sexuels.

Dans le programme d'apprentissage et d'échange, l'organisation aborde ces thèmes de façon plus complète avec les adolescents, les adultes et les femmes âgées. Cette initiative aide plus de 5 000 personnes par an, les sensibilise aux mécanismes existants pour assurer leurs droits tout en les aidant à créer et renforcer des liens sociaux et communautaires fondamentaux nécessaires pour permettre aux femmes de s'émanciper et d'échapper à des situations dégradantes. Le soutien de la Légion est complété par le programme de formation et d'inclusion productive, qui prépare les participants au marché du travail formel ou à l'entrepreneuriat. Le programme

encourage les activités de génération de revenu alignées sur les réalités de la collectivité qui reçoit une assistance. Dans l'État plurinational de Bolivie, par exemple, la Légion a encouragé la création d'une coopérative de production de balais à partir de matériaux recyclés, ce qui a contribué non seulement à la réduction des déchets de bouteilles en polyéthylène téréphtalate (PET), mais aussi à l'augmentation significative du revenu familial.

Lorsqu'une femme est dirigeante communautaire et agit à titre de porte-parole auprès du Gouvernement sur des questions portant sur l'assainissement, le logement et l'infrastructure urbaine, elle peut bénéficier d'une formation et d'un espace d'échange d'expériences avec d'autres personnes grâce aux programmes du réseau de solidarité sociale de la Légion. Dans le cadre de cette initiative, les représentants de multiples parties prenantes des secteurs public et privé, d'universités et de la société civile forment un réseau qui permet le développement de partenariats et influence les politiques publiques.

Santé des femmes

En ce qui concerne la santé, la persistance des taux élevés de mortalité maternelle, en particulier en Asie du Sud-Est, en Afrique subsaharienne et dans certaines régions des pays en développement, ainsi que des taux élevés de VIH/sida dans certains pays d'Afrique et des Caraïbes, place la santé sexuelle et procréative au centre des discussions sur la promotion de la qualité de vie de la population féminine dans le monde. La Légion possède une vaste expérience en matière d'enseignement dans le domaine de la planification de la famille et la prévention des maladies sexuellement transmissibles. Il y a 13 ans, l'organisation, outre ses activités interdisciplinaires dans l'éducation de base, a introduit un sujet dans son programme scolaire appelé « Convivência » (Vivre ensemble). En faisant participer les jeunes aux activités de recherche qui examinent de façon critique les comportements sociaux et leur influence sur la société, l'organisation les aide à établir des relations fondées sur l'équité, la maturité et la sécurité, en particulier dans une perspective de l'égalité des sexes.

Le programme « Citoyen-bébé » est une autre initiative de notre organisation dans ce domaine. Il fournit un soutien social et psychologique à des centaines de mères chaque année. Il offre des conseils aux femmes pour une grossesse saine, un accouchement sûr et un rétablissement harmonieux, ainsi que des soins à l'enfant jusqu'à l'âge de 1 an.

Le programme s'adresse aux femmes enceintes et à celles ayant des nouveau-nés qui sont confrontées à des difficultés financières, des problèmes psychologiques et des relations familiales ou conjugales instables. Exacerbées par une absence de planification de la famille et par des pressions sociales et familiales, en particulier de la part des partenaires, ces situations peuvent causer de graves conflits émotionnels pouvant entraîner des actes précipités, dont les conséquences physiques et psychologiques peuvent être permanentes.

Pour garantir le droit à une expérience de la maternité sans risque à toutes les femmes, la Légion recommande que des initiatives comme le programme « Citoyen-bébé », offrant un soutien social et psychologique aux femmes enceintes (allié aux soins médicaux prénatals), soient reproduites et influencent davantage les politiques publiques afin de répondre aux besoins d'un plus grand nombre de femmes qui sont

en situation de vulnérabilité sociale, en comptant, chaque fois que possible, sur l'aide du secteur privé et de la société civile.

La Légion reconnaît également les efforts déployés au Brésil pour garantir à tous les enfants brésiliens le droit à la reconnaissance paternelle. Après tout, comme le Président de la Légion l'a toujours déclaré depuis 1980, l'État et la société doivent, ensemble, engendrer des solutions pour que les familles élèvent et éduquent dignement leurs enfants.

Une éducation fondée sur des valeurs

Le modèle pédagogique de l'organisation a été suivi par d'autres institutions d'enseignement public et privé et a obtenu la reconnaissance académique. L'organisation souhaite partager ses pédagogies et ses méthodes de travail uniques avec d'autres institutions à vocation sociale et éducative dans d'autres pays intéressés à les adapter à leurs besoins locaux.

Outre le programme scolaire des établissements d'enseignement traditionnels qui vise à ce que les étudiants acquièrent un certain nombre de connaissances et de compétences au cours de l'année scolaire, la Légion établit des objectifs d'enseignement basés sur le développement des valeurs de la citoyenneté, notamment des stratégies et des mécanismes d'évaluation. Fondée sur ce principe, la discipline de la « culture œcuménique » développe l'approfondissement de thèmes sociaux et culturels périodiques correspondant à divers niveaux scolaires, qui sont simultanément intégrés aux autres disciplines selon une approche interdisciplinaire.

L'un des exemples des thèmes périodiques porte sur la charité, considérée essentiellement comme un synonyme d'amour fraternel. Le 5 septembre 2013, le monde a observé la première Journée internationale de la charité, une célébration annuelle marquée par l'Organisation des Nations Unies. Cette reconnaissance représente une étape importante vers l'humanisation des politiques publiques qui prennent en considération la dimension affective et spirituelle de l'être humain. En 2014, la Légion célébrera ses 20 ans d'association avec le Département de l'information de l'Organisation des Nations Unies et les 15 ans de son statut consultatif général auprès du Conseil économique et social. Elle se félicite d'avoir été en mesure de contribuer à cette transformation. Depuis le début de sa relation avec l'Organisation des Nations Unies, elle a toujours cherché à présenter son point de vue sur des questions mondiales en s'inspirant des principes fondamentaux de solidarité, d'altruisme, d'amour fraternel, de spiritualité et d'œcuménisme global. La Légion estime que ces valeurs universelles sont essentielles à l'édification d'une société juste exempte de discrimination fondée sur le sexe, la race, l'orientation sexuelle, la religion ou la condition sociale.

S'agissant de la notion de charité, le Président de la Légion de la bonne volonté, dans une déclaration écrite présentée au débat de haut niveau du Conseil économique et social, tenu à Genève en 2007, a affirmé ce qui suit : « La charité, dans son expression la plus profonde, doit être l'un des principaux statuts de la politique, car elle ne se restreint pas au simple et louable acte de donner le pain. C'est un sentiment qui – éclairant l'âme du gouvernant, du parlementaire ou du magistrat – conduira le peuple vers un régime où la solidarité est la base de l'économie, dans son plus large sens. Ceci exige une restructuration de la culture, au moyen de la spiritualité, comme discipline académique. »